

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 23/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NORMANDIE BOIS**

Rue des Cateliers  
76800 Saint-Étienne-Du-Rouvray

Références : UDRD-2026-04-T-148  
Code AIOT : 0005802082

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement NORMANDIE BOIS implanté RUE DES CATELIERS 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est tenue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, de l'action "coup de poing" régionale sur la disponibilité des moyens en eau pour lutter contre l'incendie et de l'action régionale sur le suivi de la qualité des eaux souterraines.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORMANDIE BOIS
- RUE DES CATELIERS 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005802082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non



La société NORMANDIE BOIS est spécialisée dans l'exploitation forestière. Elle exerce une activité de travail et de traitement du bois sur son site rue des Cateliers à SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY depuis 1975. Elle procède à la réception de grumes de bois (tronc d'arbres de différentes essences), qui sont ensuite écorcées, débitées, et pour certaines essences, traitées par un produit de préservation du bois.

Elle est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 6 février 2004 sous la rubrique 2415 "installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés".

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1
- AR - 2
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;



- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 06/02/2004, article 4.12.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Moyens de défense incendie et état par sondage	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.5 et 4.12	Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 9.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 06/02/2004, article Annexe - 1.1	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.7	Sans objet
6	Fiche de données de sécurité biocide	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3	Sans objet
7	Détection automatique fuite biocide	Arrêté Préfectoral du 06/02/2004, article 3.1.3	Sans objet



## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen a été mené par sondage.

Si le site semble "protégé" par des poteaux incendie publics, ceux-ci ne présentent pas le débit unitaire prévu dans l'arrêté préfectoral (poteau incendie de conception de type de 60 m<sup>3</sup>/h et non 120 m<sup>3</sup>/h) dans le rayon de 100 m exigé par l'arrêté ministériel auquel le site est soumis. Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de redéfinir les besoins en eau d'extinction de son site et de faire valider ses besoins et ses moyens par le SDIS 76 afin d'examiner la nécessité de mettre à jour ou non la prescription.

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 4.12.1 de son arrêté préfectoral en ayant les moyens de fournir 120 m<sup>3</sup>/h d'eau en cas d'incendie de son site, ou en disposant à court terme d'une ressource incendie interne de 120 m<sup>3</sup>, qui semble être une ressource a minima au regard du risque à défendre, malgré la demande de re-calcul du dimensionnement, lequel est susceptible soit de confirmer ce besoin, soit de le faire évoluer à la hausse.

Le sujet de la surveillance des eaux souterraines a également été abordé. Le site ne réalise pas de surveillance et ne dispose pas de piézomètres installés sur le site. Si en 2004 l'installation de piézomètres a été jugée d'un coût disproportionné pour ce site, l'exploitant n'a pas été dispensé formellement de la surveillance des eaux souterraines. Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre cette surveillance et l'informe qu'il peut demander une dérogation à cette prescription sous réserve de démontrer l'absence d'impact de son activité sur présentation de justificatifs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2004, article Annexe - 1.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
L'autorisation d'exploiter, sous réserve des dispositions du présent arrêté, sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE DU ROUVRAY, vaut pour les installations désignées dans le tableau ci-dessous, incluses dans le périmètre de l'établissement visé en entête.			
rubrique	désignation	niveau d'activité	classement
2415	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés	Cuve de 15 000 litres	A (3 km)
1530	Dépôts de <b>bois</b> , papier, carton ou matériaux combustibles analogues	1 580 m <sup>3</sup> (maximum)	D
2410	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues	Puissance installée = 156 kW	D



<b>1432</b>	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Cuve de gazole de 5 m <sup>3</sup> , soit une capacité équivalente de 1 m <sup>3</sup>	NC
<b>1434</b>	Installation de remplissage ou de distribution liquides inflammables	Pompe de débit équivalent maximum de 0,6 m <sup>3</sup> /h	NC
<b>2560</b>	Travail mécanique des métaux et alliages	Machines d'affûtage des scies représentant une puissance totale installée de 6,56 kW	NC
<b>2910.A</b>	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322B4. Installation consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, les matières entrantes	Séchoir à bois équipé de 2 brûleurs de 232 kW Soit au total 434 kW	NC
<b>2920.2</b>	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa sans compression ni utilisation de fluides inflammables ou toxiques	1 compresseur de 26,1 kW	NC
<b>2925</b>	Ateliers de charge d'accumulateurs	1 chargeur de puissance 6,4 kW	NC
<b>1220</b>	Emploi et stockage d'oxygène	1 bouteille de 10 m <sup>3</sup>	NC
<b>1418</b>	Stockage et emploi de l'acétylène	1 bouteille de 10 m <sup>3</sup>	NC
<b>A : Autorisation - D : Déclaration - NC : Non Classé</b>			



**Constats :**

L'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu de modification du site depuis l'autorisation en 2004. Il traite environ 3000 m<sup>3</sup> de grumes par an. Il déclare une production maximale journalière de 20m<sup>3</sup>, ce qui exclut un classement sous la rubrique 3700 "*Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 m<sup>3</sup> par jour, autre que le seul traitement contre la coloration*".

Du fait d'une évolution de la nomenclature des installations classées, la rubrique 2415 "Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés" relève dorénavant du régime de l'enregistrement. Ainsi, le site est soumis à l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales (AMPG) du 02/03/23 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 (installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A ce jour :

- les règles de procédures applicables au site restent celles de l'autorisation ;
- le régime des installations est celui de l'enregistrement et de la déclaration ;
- les AMPG E et D s'appliquent aux installations sous réserve des dispositions de l'arrêté préfectoral (c'est-à-dire que si des dispositions sont contradictoires, c'est la norme la plus contraignante qui s'applique) ; les dispositions applicables des AMPG sont celles des installations existantes.

L'exploitant a fourni un état des stocks estimé en date du 7 avril 2026 : stockage extérieur 380m<sup>3</sup>, stockage intérieur 138 m<sup>3</sup>. Il n'a pas de produit biocide en stock. Il n'y a sur site que la cuve en cours d'utilisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/02/2004, article 4.12.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un minimum de deux poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur des canalisations qui doivent pouvoir assurer pour chacun d'eux et simultanément en toutes circonstances un débit minimal de 120 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar.

Les hydrants sont implantés :

- à moins de 100 mètres des entrées de chacune des cellules du bâtiment et distants entre eux de 150 mètres maximum,
- à une distance du bâtiment correspondant au flux thermique acceptable et en tout état de cause à plus de 20 mètres de celui-ci,
- en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres.

Le point d'eau le plus éloigné est situé à moins de 500 mètres des entrées de toutes les cellules du bâtiment par un cheminement répondant aux caractéristiques des voies engins.



**Constats :**

L'inspection des installations classée a constaté la présence de 2 poteaux incendie aux abords du site : un poteau n°112, rue de la Boulaie, et un poteau n°118, rue des Cateliers.

L'exploitant a fourni un courriel du 31 mars 2026 des services techniques de la ville de Saint Etienne du Rouvray attestant que le poteau n°118, installé rue des Cateliers a été contrôlé le 28 mars 2025 et fournit un débit de 60 m<sup>3</sup>/h à 5,4 bar de pression.

Le compte-rendu d'essai n'a cependant pas été fourni. Il est rappelé que les débits doivent être mesurés sous une pression dynamique de 1 bar.

L'exploitant a également fourni un courriel du 31 mars 2026 des services techniques de la ville de Saint Etienne du Rouvray attestant que le poteau n°112, rue de la Boulaie est hors service. De plus, ce poteau est situé à moins de 20 m du bâtiment de stockage du bois.

Le débit disponible de 60 m<sup>3</sup>/h est inférieur au débit unitaire de 120 m<sup>3</sup>/h demandé par l'arrêté préfectoral. Ainsi, l'exploitant ne dispose pas des moyens minimaux en eau nécessaires en cas d'incendie (120 m<sup>3</sup>/h délivré par l'un ou l'autre des poteaux incendie ou en simultané par les 2). Il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de se doter des moyens nécessaires pour lutter efficacement contre l'incendie.

De plus, lors du tour terrain, il apparaît que le poteau est de type 60 m<sup>3</sup>/h (absence de bande blanche ou jaune sur la base). Le site a été autorisé en 2004 avec des moyens de défense en eau basés sur les infrastructures publiques déjà existantes ; le débit unitaire de 120 m<sup>3</sup>/h ne pouvait donc pas être atteint compte tenu du type de poteau incendie installé sur le domaine public. Ainsi, il convient de ré-examiner cette prescription. Il est demandé à l'exploitant de redéfinir les besoins en eau nécessaires sur le site sur la base du guide pratique D9 du CNPP. Il est invité à prendre contact avec le service prévention du SDIS 76 afin de solliciter son avis sur le dimensionnement de la défense incendie du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Non-conformité n°1 : l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 4.12.1 de son arrêté préfectoral en se dotant des moyens nécessaires pour lutter efficacement contre l'incendie sous **2 mois**.

Demande n°1 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de redéfinir les besoins en eau nécessaires sur son site et de solliciter l'avis du service prévention du SDIS 76 sur la défense incendie du site sous 3 mois.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois



### N° 3 : Moyens de défense incendie et état par sondage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.5 et 4.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 4.5</u> I. L'installation est dotée de moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; c) De robinets d'incendie armés (RIA) ; d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.  Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.  S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant : - permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; - indique aux services d'incendie et de secours l'existence des points d'eau incendie, les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ; - implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.  Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.  Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits et, le cas échéant, des réserves d'eau.  L'accès extérieur de chaque bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).  II. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. [...]  <u>Article 4.12</u>



### **I. Règles générales.**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

[...]

### **Constats :**

Le site dispose d'extincteurs mais pas de RIA. L'examen par sondage sur le site n'a pas mis en évidence d'extincteur en retard de contrôle. L'exploitant a présenté le registre incendie du site qui indique que les extincteurs ont été contrôlés le 12 juin 2025. Cette information est cohérente avec les dates mentionnées sur les extincteurs examinés. L'exploitant a présenté un compte-rendu de vérification périodique Q4 indique que l'installation (extincteurs) est conforme aux exigences de la règle APSAD R4.

Une estimation de la distance d'éloignement des poteaux par rapport à l'entrée du bâtiment de stockage par vue aérienne montre que les poteaux sont à plus de 100 m par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours.

Au regard de ce constat et du point de contrôle précédent montrant une insuffisance des débits des poteaux incendie présents autour du site, il convient que l'exploitant redéfinisse ses moyens de lutte contre l'incendie. Aussi, il est demandé à l'exploitant :

1) de vérifier ses besoins en eau incendie,

2) de définir les moyens à mettre en œuvre sur le site en cohérence avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/03/2023, notamment en termes d'implantation.

L'exploitant est invité à prendre contact avec le service prévention du SDIS 76 afin de solliciter son avis sur la défense incendie du site.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°2 : en cohérence avec le point de contrôle n°2, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de redéfinir sous 3 mois :

- ses besoins en eau sur le site,

- ses moyens de lutte contre l'incendie afin que les points d'eau incendie soient en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 120 mètres cubes par heure durant deux heures et que l'accès extérieur de chaque bâtiment contenant l'installation soit à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie, par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours.

L'exploitant est invité à prendre contact avec le service prévention du SDIS 76 afin de solliciter son avis sur la défense incendie du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective



**Proposition de délais : 3 mois**

**N° 4 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose des éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

**Constats :**

L'exploitant a présenté l'attestation Q19 (compte-rendu de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge) datée du 29/09/2025 qui ne mentionne aucune anomalie.

Il a également présenté l'attestation Q18 (compte-rendu de vérification périodique des installations électriques) datée du 26/09/2025 qui indique que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Le rapport détaillé fait état de non-conformités ; elles sont toutes identifiées pour la première fois lors du contrôle de 2025. L'exploitant indique qu'il corrige les non-conformités dès leur identification.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 9.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Trois forages, au moins, sont implantés sur le site dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique.

Tous les six mois, au moins, des prélèvements sont effectués dans la nappe et le niveau piézométrique de chaque puits est relevé. La fréquence de prélèvement entre les campagnes considère les périodes de hautes eaux et basses eaux et est adaptée en cas de constat d'une pollution. En cas d'absence d'impact sur plusieurs campagnes, une évolution de la fréquence de surveillance peut être fixée par arrêté préfectoral, sans excéder deux ans entre deux surveillances.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Ces mesures comprennent, en plus des substances pertinentes mentionnées ci-dessus, au moins les éléments suivants :

Substance/paramètre (1)	Code SANDRE	Fréquence de surveillance
-------------------------	-------------	---------------------------



Biocides (2)	-	Une fois tous les six mois
As	1369	Une fois tous les six mois
Cu	1392	Une fois tous les six mois
Cr	1389	Une fois tous les six mois
Solvants (3)	-	Une fois tous les six mois
Indice hydrocarbure	7007	Une fois tous les six mois

*(1) La surveillance peut ne pas s'appliquer si la substance concernée n'est pas et n'a pas été utilisée dans le procédé et s'il est démontré que les eaux souterraines ne sont pas contaminées par cette substance.(2) Les substances qui font l'objet d'une surveillance sont définies en fonction de la composition des produits biocides qui sont ou qui ont été utilisés dans le procédé.(3) La surveillance ne s'applique qu'aux unités utilisant ou ayant utilisé des produits chimiques de traitement à base de solvants organiques. Les substances qui font l'objet d'une surveillance sont définies en fonction des solvants utilisés ou ayant été utilisés dans le procédé.*

#### **Constats :**

L'exploitant déclare qu'aucun forage n'est installé sur le site. Il indique que son dossier de demande d'autorisation d'exploiter mentionne que le site se trouve à + 50 m NGF. Le toit de la nappe de la craie au droit du site se situe aux alentours de la cote + 5 m NGF, soit à environ 45 mètres de profondeur. Elle est protégée par une couche d'argile alluvionnaire. L'entreprise se situe à plus de 3 km du périmètre de protection rapproché des captages en eau potable de la Chapelle et à environ 3 km à vol d'oiseau de la Seine. Il indique que le site est soumis au mouvement de battement de nappe lié au phénomène de marée présent sur la Seine.

En 2003, un échantillon de sol a été analysé afin de diagnostiquer l'éventuelle présence de pentachlorophénate de sodium, constituant du produit de traitement du bois anciennement utilisé. Les analyses ont montré des teneurs inférieures à la limite de quantification.

L'exploitant rappelle que depuis son autorisation, son produit est utilisé dans une cuve, sur rétention, et sur une dalle bétonnée.

Pour mémoire, le dossier de demande d'autorisation de l'exploitant indiquait en mars 2003 que le produit de traitement du bois précédemment utilisé, classé toxique, avait été changé en juin 2002 par un produit équivalent non toxique. Il s'avère que le produit aujourd'hui utilisé est un biocide classé dangereux pour l'environnement.

Le dossier concluait "*Il y a très peu de chances que la nappe située à 45 m de profondeur puisse être atteinte par une telle pollution. Il paraît de ce fait peu raisonnable d'engager des frais importants pour la réalisation de deux piézomètres à 50 m de profondeur*".

S'il est retenu que la création de piézomètres à 50 m de profondeur apparaissait avoir un coût disproportionné pour ce site, l'arrêté préfectoral, et son rapport de présentation au Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), n'ont pas explicitement dispensé le site du suivi des eaux souterraines.



<p>Aujourd'hui, l'exploitant peut solliciter une demande de dérogation à l'arrêté ministériel du 02/03/2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 (installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'il démontre qu'il n'est à l'origine d'aucune pollution et que son activité ne peut pas engendrer la pollution recherchée.</p> <p>Cette dérogation doit être encadrée par arrêté préfectoral après avis du CODERST.</p> <p>Ainsi, si le coût d'installation de piézomètre sur le site demeure disproportionné, la DREAL n'émet pas d'objection à ce que l'exploitant fasse réaliser les prélèvements dans des piézomètres déjà existants aux alentours de son site afin de démontrer l'absence de pollution générée par son activité. La liste des piézomètres installés est disponible sur le site <a href="https://ades.eaufrance.fr/GeoSIE">https://ades.eaufrance.fr/GeoSIE</a>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°3 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre la surveillance des eaux souterraines exigée à l'article 9.3 l'arrêté ministériel du 02/03/2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 (installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous <b>3 mois</b>.</p> <p>Il peut pour cela utiliser des piézomètres déjà existants à proximité de son site si le coût d'installation de piézomètre sur le site est disproportionné.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Fiche de données de sécurité biocide

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées et utilisées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses dont les produits biocides et substances actives utilisés, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent ou autorisations de mise sur le marché au titre de la réglementation sur les produits biocides (règlement (UE) n° 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides).</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Ces documents lui permettent de connaître la nature et les risques des matières présentes dans l'installation.</p>



<p>Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations indiquées dans ces documents (en particulier usages autorisés, méthodes d'application, doses, fréquences de traitement, compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>La présence dans l'installation des produits biocides et substances actives est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité du biocide utilisé sur le site (hydroKOAT6). Celle-ci a été révisée le 29/10/2025.</p> <p>Le produit est classé TP8 "produit de préservation du bois".</p> <p>La fiche est rédigée en français et comporte 16 rubriques. Les dangers sont identifiés et la composition détaillée. La fiche ne mentionne pas de dispositions spécifiques pour le stockage ou pour la prévention des incendies (produit non inflammable).</p> <p>Le produit est corrosif et dangereux pour l'environnement. Le contenant et la cuve d'utilisation sont installés sur rétention et sous un auvent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Détection automatique fuite biocide**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2004, article 3.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fuite biocide</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit installer un dispositif efficace de détection automatique et d'alarme en vue de signaler un éventuel écoulement accidentel et de limiter son importance pour les stockages concentrés et la cuve de traitement de l'installation de préservation du bois. Notamment, la cuvette de rétention correspondante est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a installé une détection du fuite par flotteur dans la rétention de l'installation d'imprégnation du bois. L'alarme est un voyant lumineux.</p> <p>L'exploitant teste mensuellement le fonctionnement de la détection de fuite et reporte ces tests sur un registre. Le jour de la visite, un test a été effectué et le voyant s'est allumé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>